

**LE PRIX FRONT LINE  
DEFENDERS POUR  
LES DÉFENSEUR·SES  
DES DROITS HUMAINS  
EN DANGER**

---

LAURÉAT·ES MONDIAUX 2023



---

<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Olivier Bahemuke Ndoole</b> République Démocratique du Congo, Afrique subsaharienne	<b>2</b>
<b>Segundo Ordóñez</b> Équateur, Amériques	<b>8</b>
<b>Jeany Rose Hayahay</b> Philippines, Asie et Pacifique	<b>14</b>
<b>Digital Security Lab Ukraine (DSLUI)</b> Ukraine, Europe et Asie Centrale	<b>20</b>
<b>Hala Ahed</b> Jordanie, Moyen-Orient et Afrique du Nord	<b>26</b>
<b>Contacts</b>	<b>32</b>

---

Toutes les photos sont de propriétés  
privées, sauf indication contraire.



Front Line Defenders souscrit au  
Code de Conduite de Dóchas sur les  
Images et les Messages.

---

# À PROPOS

## FRONT LINE DEFENDERS

---

Front Line Defenders est une organisation internationale de défense des droits humains fondée à Dublin en 2001, dans le but spécifique de protéger les défenseuses et les défenseurs des droits humains en danger (DDH).

Front Line Defenders œuvre pour améliorer la sécurité et la protection des défenseur·ses des droits humains et des organisations en danger à travers le monde à cause de leur travail légitime et pacifique en faveur des droits humains. L'organisation répond aux besoins de protection et de sécurité identifiés par les défenseur·ses des droits humains eux-mêmes en les soutenant par le biais de subventions, de renforcement des capacités, de visibilité, de mise en réseau et de plaidoyer, aux niveaux international, régional et local. Front Line Defenders a reçu le Prix des droits de l'homme des Nations unies 2018.

Front Line Defenders a son siège à Dublin, un bureau européen à Bruxelles et du personnel de terrain dans les Amériques, en Asie, en Afrique, en Europe et en Asie centrale, et au Moyen-Orient.

---

### À PROPOS DU PRIX

Le Prix annuel de Front Line Defenders a été établi en 2005 pour récompenser le travail d'un·e défenseur·se qui contribue courageusement et de manière remarquable à la promotion et à la protection des droits des autres, souvent au prix de risques personnels importants. Le Prix attire l'attention internationale sur le travail et les

luttons des DDH, en leur offrant une plus grande plateforme nationale et internationale pour parler et défendre les questions des droits humains qu'elles·ils défendent. Le prix attire l'attention de la communauté internationale sur le travail du défenseur ou de la défenseuse, contribuant ainsi à la sécurité personnelle du lauréat.

Jusqu'en 2018, Front Line Defenders nommait un lauréat mondial par an. Depuis 2018, Front Line Defenders a commencé à honorer cinq lauréats régionaux, le jury irlandais choisissant l'un d'entre eux comme lauréat mondial. En 2021, Front Line Defenders a commencé à reconnaître tous les lauréats régionaux en tant que lauréats.



# Olivier Bahemuke Ndoole

COFONDATEUR ET SECRÉTAIRE EXÉCUTIF  
DE L'ONG « ALERTE CONGOLAISE POUR  
L'ENVIRONNEMENT ET LES DROITS DE L'HOMME »  
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

**Olivier** est un défenseur de l'environnement et avocat du Nord-Kivu, en **République démocratique du Congo**. Il consacre sa vie à la défense des droits environnementaux, du droit à la terre et de la justice foncière, ainsi qu'à la promotion d'une gouvernance transparente, responsable et durable des régimes fonciers pour les terres du pays. En 2008, il a cofondé l'ONG « Alerte Congolaise pour l'Environnement et les Droits de l'Homme », grâce à laquelle il soutient et représente activement les communautés, les groupes et les individus locaux qui travaillent sur les questions liées à l'environnement depuis plus de 15 ans.

Deuxième plus grande forêt tropicale au monde, la RDC dispose de ressources naturelles exceptionnelles. Le pays est confronté depuis 1994 à une crise humanitaire complexe, marquée par la guerre et la violence dans les régions orientales, qui entraîne des conflits, la pauvreté, la malnutrition et des

épidémies récurrentes. Par conséquent, les défenseur-ses des droits humains (DDH) en RDC travaillent dans un contexte extrêmement hostile et précaire ; ils sont vulnérables aux attaques, intimidations, assassinats, menaces, aux agressions physiques et à l'acharnement judiciaire aggravés dans les zones où le conflit perdure. De plus, ceux qui travaillent sur le droit à la terre et l'environnement sont perçus comme des menaces pour les intérêts économiques, et leur accès à certaines zones pour surveiller la situation et signaler les violations des droits humains est souvent entravé, ce qui entrave encore plus leur travail.

Olivier est persécuté et confronté à un grave danger en raison de son travail en faveur des droits humains ; il est la cible de menaces de mort récurrentes et a été victime d'une tentative d'assassinat, qui l'a poussé à fuir son pays d'origine et à s'exiler pour sa propre protection. Il a été

violemment passé à tabac et torturé par les forces de sécurité, dont une fois à tel point qu'il a dû être hospitalisé pendant 12 jours. Son organisation fait également face à des tentatives de sabotage telles que des vols et des cambriolages. Malgré ces circonstances difficiles, il garde espoir et a envie de continuer à obtenir justice pour les victimes d'injustices foncières et environnementales en RDC, en particulier pour les groupes vulnérables et à risque comme les femmes et les enfants.

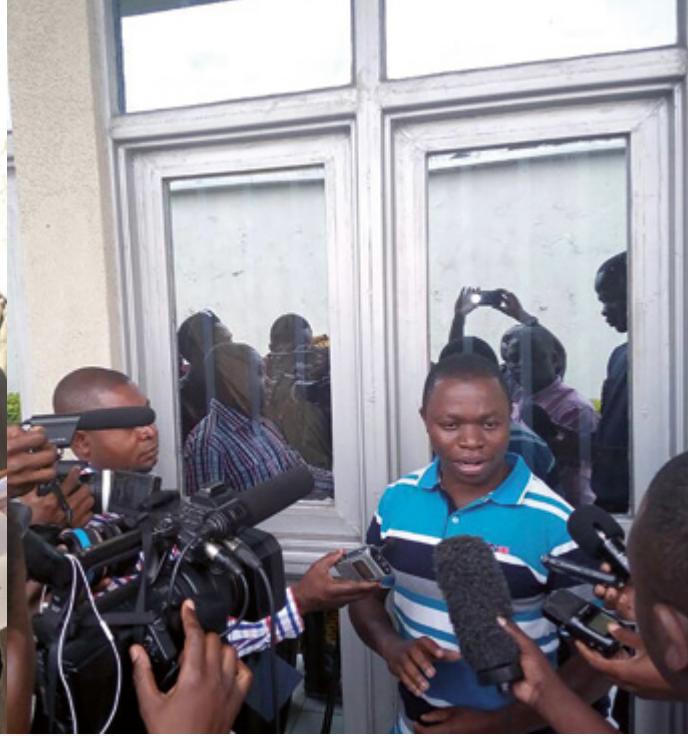
En plus de son travail actif en faveur des droits humains, Olivier a également de nombreuses distinctions académiques, notamment en tant qu'ancien membre de l'Elaw Fellowship, membre du Réseau international des avocats Elaw, le visage de l'Union internationale pour la conservation de la nature, et il participe à un certain nombre de projets en collaboration avec plusieurs universités internationales de haut rang.



Olivier est connu comme l'« avocat vert » au Nord-Kivu pour avoir défendu le parc national des Virunga et les droits de ses travailleurs et habitants. Les communautés qu'il représente font face à l'expropriation économique et à

l'exploitation de leurs terres et de leurs ressources. Dans le contexte de la RDC, cela affecte en particulier les femmes et les enfants – de nombreuses femmes ont perdu leur mari dans le conflit et sont vulnérables. Elles sont ensuite

chassés de leurs terres, ce qui les plonge dans une grave insécurité. Olivier veille à ce qu'elles et d'autres victimes vulnérables ne soient pas oubliées.



... Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN)  
(PNVi), appuyé par Virunga Foundation  
2022



Depuis 2013, il travaille sur un certain nombre d'affaires d'intérêt public. Une part importante de son travail, comme le montre cette photo, consiste à former et à éduquer les communautés avec lesquelles il travaille à la compréhension de la loi, des tribunaux et des procédures judiciaires ; il organise régulièrement des formations avec ces communautés pour les aider à comprendre ce qu'elles ont besoin de savoir.

« La nature a des droits qui doivent être défendus par le biais de l'action des avocats, de décisions judiciaires, de politiques et de normes équitables et sensibles. Utilisons nos connaissances juridiques et unissons la communauté au service de notre seule planète Terre, afin de préserver l'avenir »

**Olivier**



Une partie du travail d'Olivier et de son organisation consiste à sensibiliser et à éduquer les officiers militaires qui surveillent la région (qui sont des alliés) sur le droit à la terre, le droit de l'environnement et la conservation. L'armée, quant à elle, aide à protéger la terre et ses défenseur-ses contre les groupes armés. Cette collaboration, sous l'impulsion d'Olivier, a permis de poursuivre et de condamner avec succès des officiers armés impliqués dans l'exploitation illégale, et de créer un partenariat entre les communautés et l'armée.





# Segundo Ordóñez

REPRÉSENTANT  
COMMUNAUTAIRE,  
ÉQUATEUR

**Segundo Ordóñez** est un défenseur des droits humains d'ascendance africaine originaire d'Esmeraldas en **Équateur**. Sa famille a émigré de Tumaco, en Colombie, lorsqu'il était enfant, en raison de la violence et de la pauvreté dont ils souffraient. Pendant la majeure partie de sa vie en Équateur, il a vécu et travaillé dans des plantations d'abacá (chanvre de Manille) avec les abacaleros (travailleurs du chanvre de Manille), pour l'entreprise japonaise « Furukawa Plantaciones C. A » – une entreprise qui produit et exporte des fibres d'abacá.

L'abacá est formé à partir des tiges de bananiers, utilisé et exporté aux États-Unis et en Europe et est employé pour la fabrication du papier des billets, de cordes, des sachets de thé, de voitures et plus. L'Équateur est le deuxième exportateur de fibres d'abacá, pourtant ceux qui cultivent ces matières premières le font dans des conditions semblables à

l'esclavage. Des centaines de familles de la région d'Esmeraldas travaillent pour cette entreprise et vivent dans des camps sur les fermes de l'entreprise depuis des générations, endurant des conditions de mauvais salaires, d'exploitation, de manque d'accès aux services de base adéquats, à l'éducation et aux soins de santé entre autres. Les Abacaleros, dont Segundo, se sont unis après des années de discrimination, et ont poursuivi l'entreprise et l'État équatorien, les accusant d'avoir plongé au moins trois générations de travailleurs ruraux pauvres dans des conditions d'esclavage moderne. Avec le soutien du comité de solidarité de la société civile « Furukawa Nunca Más », des poursuites constitutionnelles et pénales ont été intentées contre l'entreprise, mais jusqu'à présent, ils n'ont pas obtenu justice ni aucune réparation pour les abacaleros. Lorsque l'affaire a été rendue publique en 2019, l'entreprise a riposté et démolit certains des camps où

vivaient les abacaleros et leur famille, et expulsé des centaines d'autres familles hors des camps. Segundo, avec un groupe d'abacaleros, a résisté aux expulsions en restant dans deux des camps appartenant à la compagnie – une occupation qui se poursuit quatre ans plus tard.

En raison de sa résistance, il est ciblé de diverses façons, notamment par des actes de harcèlement constant, des poursuites-bâillons (SLAPP) et d'autres poursuites intentées par l'entreprise pour l'intimider et le discréditer, et plus récemment, par des menaces de mort. De plus, ayant perdu son emploi au sein de l'entreprise et étant victime de campagnes de diffamation, il peine maintenant à trouver un nouvel emploi dans la région et à avoir un revenu fixe. Néanmoins, il persiste dans la lutte pour obtenir justice et réparation pour sa communauté.



Grâce à sa bravoure et sa capacité à maintenir la cohésion communautaire, Segundo est devenu le représentant de sa communauté dans les procédures judiciaires, jouant un rôle clé dans la confrontation de l'entreprise devant les tribunaux et en public, ce qui représente également un risque pour sa vie.





© Nicolás Coronel Aranz



© Nicolás Coronel Aranz



« La liberté est quelque chose dont tout le monde, tous les êtres humains ont besoin. Être libre et connaître nos droits »

## **Segundo**

DEFENSORIA  
DEL PUEBLO

Defensoría  
del Pueblo  
Ecuador







# Jeany Rose Hayahay

PORTE-PAROLE DU RÉSEAU  
« SAVE OUR SCHOOLS »  
(SOS NETWORK), PHILIPPINES

**Jeany Rose Hayahay** est une défenseuse des droits humains autochtone basée à Mindanao, aux **Philippines**. Elle défend les droits des peuples autochtones, en mettant l'accent sur le droit des enfants à l'éducation. Rose a joué un rôle important dans l'unification des écoles autochtones et communautaires à Mindanao et a coordonné avec des groupes nationaux une campagne visant à mettre fin à la militarisation, au pillage environnemental et à l'accaparement des terres ancestrales. Elle fait souvent face à la violence perpétrée par différentes autorités pendant des manifestations pacifiques, mais elle persiste à lutter pour sa cause avec courage, leadership et dévouement. Elle est devenue la porte-parole du Save Our Schools Network (SOS Network) en 2019, un réseau d'ONG axées sur les enfants, de groupes professionnels et d'autres intervenants qui attirent l'attention sur la violation continue du droit à l'éducation des enfants et prennent des mesures à

cet égard, notamment dans le contexte de la militarisation et des attaques contre les écoles.

Depuis le lancement de la « guerre contre la drogue » par l'ancienne administration Duterte en 2016, les violations des droits humains et l'impunité sont devenues endémiques aux Philippines. Les lois et les politiques strictes visaient les petits revendeurs de drogue et les « toxicomanes », mais elles ont également été infligées aux défenseur-ses des droits humains afin d'étouffer toute dissidence contre le gouvernement. En 2018, Global Witness a déclaré les Philippines comme le pays le plus dangereux pour les défenseurs de la terre et de l'environnement.

Les Lumads du sud des Philippines vivent dans des zones clés riches en ressources pour les projets d'exploitation minière, de plantation et d'exploitation forestière. Par conséquent, quiconque défend ses droits

contre les répercussions de l'exploitation fait face à la violence, au déplacement, au « marquage rouge » (red-tagging\*), au harcèlement, aux bombardements aériens et à la militarisation. Les attaques environnementales, culturelles et sociopolitiques auxquelles la communauté Lumad est confrontée continuent d'éroder sa culture, de détruire l'environnement et de la marginaliser davantage. Les enseignants et les écoles de la communauté Lumad font partie des groupes les plus ciblés. Le marquage rouge des écoles et des enseignants ainsi que les alertes à la bombe ont conduit à la fermeture forcée de 216 écoles Lumad et privé au moins 10 000 élèves Lumad de leurs droits. En juillet 2019, le ministère de l'Éducation a suspendu l'école Lumad où Jeany Rose enseignait, l'accusant d'être un « terrain entraînement pour les rebelles ».

\* marquage rouge (red-tagging) – liste noire des individus ou des organisations qui critiquent l'administration gouvernementale.



© Save Our Schools Network



© Save Our Schools Network

Jeany Rose a commencé comme enseignante bénévole pour les communautés Lumad à Mindanao ; durant cette période elle a sensibilisé les gens aux violations des droits humains auxquelles les Lumads étaient confrontés. Au-delà de l'éducation de base, Jeany Rose a également enseigné des compétences pratiques comme l'agriculture qui aiderait les élèves à enrichir leur environnement, leur culture et à défendre leurs terres ancestrales. Elle a participé à la construction de fermes communautaires pour que les étudiants aient des expériences agricoles sur le terrain.



© Venice De Castro Atienza



© Venice De Castro Alentia

Jeany Rose a fait partie de l'école « Lumad Bakwit » de 2018 à 2021, où une centaine d'étudiants autochtones du sud des Philippines se réunissent dans les principales villes pour protester contre les violations des droits humains contre les groupes autochtones et minoritaires. En tant que porte-parole de SOS Network, elle est au premier plan de nombreux

rassemblements publics, manifestations et réunions, et est constamment « marquée au rouge » et surveillée en tant que leader, face à des représailles et des menaces, à la fois directement et indirectement. Elle court un risque élevé d'être tuée, arrêtée ou emprisonnée, mais elle continue de montrer la voie avec détermination et courage.



© Save Our Schools Network



© Save Our Schools Network

« Lorsque j'ai vu les enfants lumads privés d'éducation, leurs parents privés de soins et leurs terres ancestrales confisquées, lorsque les soldats les ont menacés jus que dans leur prétendu sanctuaire, lorsque même ma mère a été enlevée par ces soldats et lorsque des enseignants comme nous ont été qualifiés de terroristes pour avoir enseigné les droits humains aux enfants, j'ai su que je consacrerai ma vie à la lutte pour la justice, non seulement pour les Lumads, mais aussi pour toutes les personnes opprimées et marginalisées »

**Rose**



# Digital Security Lab Ukraine

ORGANISATION DE DÉFENSE  
DES DROITS HUMAINS BASÉE  
À KIEV, UKRAINE

LAURÉAT  
REGIONAL EUROPE  
ET ASIE CENTRALE

Le Digital Security Lab Ukraine (DSL) a été créé en 2017 pour répondre aux préoccupations en matière de sécurité numérique des défenseur-ses des droits humains et des organisations en Ukraine. Les voix de la société civile ont toujours été fortes en Ukraine, atteignant des sommets en 2013 avec les affrontements de l'EuroMaidan, qui visaient à renverser un gouvernement pro-russe. La guerre de la Russie en Ukraine, qui a commencé par l'occupation de la Crimée en 2014 et par la déstabilisation et le soutien dans l'ombre au mouvement dit séparatiste dans les régions de Donetsk et de Louhansk dans l'est de l'Ukraine, représente un grave danger pour les défenseur-ses des droits humains dans les territoires occupés. Les défenseur-ses des droits humains dans le reste de l'Ukraine, qui s'attaquent à des problèmes tels que la corruption, le népotisme, les droits des LGBTIQ+ et des réfugiés, ont été pris pour cible par les autorités et les groupes d'extrême droite. Témoin d'une transition vers un monde de

plus en plus numérique, le DSLU a reconnu que la sécurité numérique était devenue une préoccupation réelle et centrale pour les défenseur-ses des droits humains et leur travail, les exposant potentiellement à des vulnérabilités qui pourraient entraver leur travail. En créant le DSLU, leur objectif était de soutenir les organisations et les défenseur-ses des droits humains en Ukraine en s'attaquant aux défis auxquels ils font face en matière de sécurité numérique d'une manière durable et flexible afin de minimiser leur exposition aux risques et aux vulnérabilités.

Lorsque la Russie a lancé son invasion à grande échelle en Ukraine le 24 février 2022, les défenseur-ses et les groupes de défense des droits humains ont subi des pannes d'électricité et des perturbations des communications en raison du bombardement par la Russie des infrastructures essentielles de l'Ukraine. Dans de nombreuses régions d'Ukraine, la connectivité Internet connaît

d'importantes fluctuations, ce qui empêche de documenter et de signaler les crimes de guerre et les violations des droits humains. Le travail du DSLU fait partie intégrante de la reconstruction de l'infrastructure de sécurité numérique et de la documentation des crimes de guerre, en veillant à ce que les organisations puissent continuer à fonctionner en fournissant et en installant des kits Internet par satellite pour les équipes qui œuvrent pour documenter et dénoncer des crimes de guerre.

Malgré les circonstances de la guerre, alors que beaucoup ont fui pour se mettre à l'abri, l'UDSL est resté sur le terrain, reconnaissant les besoins numériques cruciaux liés au contexte. Cela n'a pas été facile et s'est accompagné de défis importants en matière de sûreté et de sécurité. Ils continuent de travailler dur pour lutter contre la censure en ligne et fournir des moyens de communication pendant l'invasion afin de garantir que

des informations cruciales puissent être partagées et échangées malgré les obstacles. Malgré les risques croissants en matière de sécurité physique à cause du conflit en cours, ils continuent à fournir un soutien en matière de sécurité numérique aux DDH et aux organisations de défense des droits humains en Ukraine.

En outre, ils sont des voix importantes et de premier plan dans l'espace plus large de la liberté et de la sécurité numériques, et mènent leurs propres actions de plaidoyer en faveur des droits et des libertés numériques dans des contextes locaux et mondiaux.

---

Par le biais de sa plateforme "Як?", le DSLU propose des lignes directrices en matière de sécurité numérique aux DDH et organisations qui continuent à travailler dans les territoires ukrainiens nouvellement occupés. En 2022, ils ont mené plus de 450 consultations avec des acteurs de la société civile en Ukraine, les aidant à réaliser des audits de sécurité numérique, des formations, à répondre aux incidents urgents, ainsi qu'en offrant une assistance technique et du matériel.





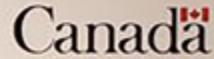
Digital  
Security  
Lab

ATLAS WEEKEND  
WPREPORTY  
FESTIWAL  
KARMA  
Współorganizacja

początek imprezy



 UK Government



**DEFEND DÉFENDRE**  
**MEDIA LA LIBERTÉ**  
**FREEDOM DE PRESSE**

Global Conference | 10-11 July 2019 | Conférence Mondiale | 10-11 Juillet 2019



« Mon équipe m'inspire. Ce ne sont pas seulement des experts et des professionnels de haut niveau : ce sont avant tout des personnes formidables, qui partagent les valeurs qui sont les miennes »

**Vita Volodovska, directrice exécutive**

lors de la conférence mondiale sur la liberté des médias à Londres.



# Hala Ahed

DÉFENSEUSE DES  
DROITS HUMAINS ET  
AVOCATE, **JORDAN**

LAURÉATE RÉGIONALE  
MOYEN-ORIENT ET  
AFRIQUE DU NORD

**Hala Ahed** est une défenseuse des droits humains et avocate jordanienne. Née en décembre 1971 au Koweït, Hala a déménagé à Amman, en **Jordanie**, à l'âge de 10 ans, et y vit depuis. Hala réalise un travail important dans le domaine des droits humains en Jordanie et est bien reconnue dans la société civile comme une leader et alliée de confiance. Son travail porte sur les droits des femmes, mais dans le contexte politique de la Jordanie, elle travaille également sur la liberté d'opinion et d'expression, le droit du travail et les libertés syndicales.

Depuis le printemps arabe de 2011, des manifestations et des dissensions ont émergé en Jordanie, reflétant le mécontentement croissant à l'égard de la corruption gouvernementale et de l'inégalité des richesses, entre autres. Le gouvernement a établi depuis longtemps des « lignes rouges » pour la dissidence et l'opposition, et utilise des méthodes d'intimidation et de punition comme moyen de maintenir la « stabilité » dans le pays, créant un environnement hostile dans lequel les défenseur-ses des droits humains travaillent. Les arrestations

arbitraires et la surveillance des défenseur-ses des droits humains ont augmenté, ainsi que les restrictions sévères imposées à la liberté d'opinion et d'expression. La société civile est régulièrement scrutée, surveillée et réduite au silence.

Hala a commencé à s'intéresser aux droits humains pendant ses années d'école, stimulée par son expérience de femme vivant dans une société où la discrimination contre les femmes est toujours une norme. Les femmes en Jordanie luttent toujours pour obtenir les mêmes droits, accès, protection et opportunités que les hommes. En voulant ouvrir la voie à ses propres droits en tant que femme, elle a réalisé qu'elle pouvait ouvrir la voie à toute une génération d'autres femmes.

Après avoir terminé sa licence en droit à l'Université Al-Ahliyya d'Amman, elle est devenue avocate stagiaire au barreau jordanien où elle a travaillé activement au Comité des libertés et des droits humains. Avant d'exercer en tant qu'avocate, elle a travaillé avec différentes organisations (dont la Jordanian Women's Union),

utilisant le plaidoyer, les campagnes et la formation pour lutter contre la traite des femmes et des filles, la violence domestique et les lois discriminatoires.

Malgré son travail et son plaidoyer vitaux, Hala subit diverses formes d'intimidation et de harcèlement ; elle a notamment été convoquée à plusieurs reprises par la Direction du renseignement général jordanien (GID). Les autorités l'ont menacée et sont allées jusqu'à menacer son fils pour l'atteindre. Hala a accru sa légitimité publique en augmentant sa visibilité et son profil public, et en établissant un réseau de soutien qui lui a donné une crédibilité aux yeux du public.

Hala a récemment été victime du logiciel espion numérique Pegasus de NSO mis en place par le gouvernement. Elle était surveillée depuis que son téléphone portable a été infecté par Pegasus en mars 2021. Hala a également été ciblée par des campagnes de diffamation en ligne où des comptes de réseaux sociaux soutenus par le gouvernement ont inondé son compte de publications pour la harceler

Au fil des ans, en tant qu'avocate, Hala a représenté et défendu des défenseurs des droits humains, des activistes, des mouvements de défense des droits, des organisations de la société civile et des syndicats, se faisant ainsi connaître comme une solide alliée de la société civile en Jordanie. Elle a soutenu plusieurs syndicats en les représentant bénévolement, dont le Syndicat des enseignants de Jordanie qui représente plus de 14 000 enseignants, et l'Agricultural Association. Son travail en matière de droits humains s'étend au-delà de son bureau et de ses livres.



© Hisham Abu Salah

« La question du travail sur les droits humains ne signifie pas seulement que l'on travaille pour les autres. Les défenseur·ses des droits humains travaillent pour eux-mêmes avant les autres. Certaines personnes pensent qu'être un·e défenseur·se des droits humains, c'est être libre de tout égoïsme, mais ce n'est pas nécessairement le cas, parce que vous, en tant que défenseur ou défenseuse, lorsque vous aidez les gens à faire valoir leurs droits, vous créez en fait un espace de sécurité pour vous-même et vos enfants »

**Hala**





Hala fait partie d'un certain nombre de comités représentant des groupes marginalisés. Pour n'en citer que quelques-uns, elle défend les prisonniers d'opinion en Jordanie et elle est membre du National Forum for the Defence of Freedoms, un groupe d'avocats qui se consacre à la défense

des activistes et des défenseur-ses des droits humains. Elle est présidente du comité juridique de la Jordanian Women's Union, membre du comité des libertés et des droits humains du barreau jordanien et membre du comité national jordanien pour l'équité salariale.



Malgré tous les obstacles, les dangers et les restrictions auxquels elle fait face à cause de son travail en faveur des droits humains, Hala continue de se dévouer pour améliorer la situation des droits humains en Jordanie. Elle est reconnue à l'échelle nationale comme une défenseuse des droits humains de premier plan et reçoit de nombreux hommages pour son travail de la part de divers groupes et organisations de défense des droits humains, localement et à l'étranger.



---

## DUBLIN

Front Line Defenders  
First Floor, Avoca Court  
Temple Road, Blackrock  
Co. Dublin A94 R7W3  
Ireland  
Telephone: +353-1-212-3750  
Fax: +353 1 233 8695  
Email: [info@frontlinedefenders.org](mailto:info@frontlinedefenders.org)

---

## BRUSSELS

Front Line Defenders - EU Office  
Square Marie-Louise 72  
1000 Brussels Belgium  
Tel: +32 230 93 83  
Fax: +32 230 00 28  
Email: [euoffice@frontlinedefenders.org](mailto:euoffice@frontlinedefenders.org)

Pour de plus amples informations concernant  
cette brochure, veuillez contacter  
[campaigns@frontlinedefenders.org](mailto:campaigns@frontlinedefenders.org)

[www.frontlinedefenders.org](http://www.frontlinedefenders.org)

 [@frontlineHRD](https://twitter.com/frontlineHRD)

 [frontlinedefenders](https://www.instagram.com/frontlinedefenders)

 [Front Line Defenders](https://www.facebook.com/FrontLineDefenders)





